

## « On en trouve sous l'évier... »



Les formateurs relais anti-drogue rappellent la loi. (Photo Emmanuel Grondin)

Dans Le Quotidien du 10 septembre, Franck Cellier rapportait ainsi le dialogue entre des collégiens de La Possession et Philippe Chatelain, l'un des formateurs relais anti-drogue (Frad) de la Brigade de prévention de la délinquance juvénile :

– Le cannabis, qu'on appelle ici le zamal, dont son composant actif, le THC, a un effet soi-disant planant, est interdit, explique le gendarme

– Non, monsieur, on a le droit d'en prendre pour se soigner, affirme Gauthier (1).

– Faux ! Quand il est utilisé comme médicament dans certains pays contre la sclérose en plaques, certaines maladies du cœur ou pour combattre la douleur, c'est une molécule synthétisée, débarrassée de ses effets néfastes. Mais le zamal de La Réunion est le cannabis le plus puissant au monde, c'est celui qui entraîne les troubles les plus dangereux sur votre cerveau.

– On peut quand même faire des tisanes avec si on est malade ?

– Absolument pas. Arrêtons de banaliser le zamal qui serait doux, écolo ou je ne sais quoi ? C'est un poison mortel même si vous trou-

vez que c'est une belle plante. Il favorise les crises de schizophrénie. Comme vous dites, les gens pêtent un câble après en avoir fumé.

– C'est interdit mais on n'en trouve quand même.

– Ah bon et où ça ?

– Mi di pas ou, glousse un élève ?

– Sous l'évier, complète un autre.

– Monsieur, quand les gendarmes en trouvent, que font-ils avec ?

– Ben d'après toi ? (à voix basse) ils le fument, susurre Patricia

– Ah non ! Ça, ça me met en colère, rétorque le lieutenant. Si un gendarme, un policier, un enseignant ou un éducateur est pris pour avoir fumé, il devra en répondre devant la justice mais aussi devant ses chefs. Si moi, je fumais, je risquerais de tout perdre et je ne pourrais plus venir en bleu devant vous. J'ai connu un pompier qui avait causé un accident mortel et l'enquête a démontré qu'il était sous l'emprise du zamal. Eh bien il a tout perdu : son boulot puis sa famille...

(1) Prénoms d'emprunt.

## FORCES DE L'ORDRE

# « Ni diaboliser ni banaliser »

Les forces de l'ordre – gendarmerie, douanes, police – sont républicaines et appliqueraient la loi si elle devait évoluer. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elles sont très défavorables à une éventuelle dépénalisation ou légalisation du zamal.

« C'est un véritable débat... et un débat récurrent ! Mais nous – forces de l'ordre, c'est-à-dire gendarmerie, douanes, police... – avons pour objectif la lutte contre le trafic des stupéfiants, et cette lutte, nous la menons en fonction des textes et de la réglementation en vigueur ».

Le gendarme qui parle, Philippe Chatelain, est au fait des questions liées à la consommation de produits stupéfiants : il est l'un des formateurs relais anti-drogue (Frad) de la Brigade de prévention de la délinquance juvénile du commandement de la gendarmerie de la Réunion.

Ils interviennent auprès de nombreux publics : enseignants et scolaires, parents, jeunes du RSMA, professionnels (IRTS, EDF), etc., pour prévenir et sensibiliser aux dangers de l'usage des drogues (voir Le Quotidien du 10 septembre).

## « Pas de drogues “dures” ou “douces” : ce sont tous des produits dangereux »

« Lors de nos interventions, notre rôle, c'est de rappeler la loi et expliquer, sans diaboliser ni banaliser le produit. Nous ne sommes pas là pour faire la morale, mais tenir un discours cohérent, en lien avec nos partenaires : les éducateurs, les médecins, etc. Chacun apporte ses connaissances. Nous sommes tous un maillon de la chaîne.



Pour les forces de l'ordre, « une société sans drogues, cela n'existe pas. Mais ce n'est pas parce que le zamal est une plante qu'il n'est pas dangereux ».

« Et le message est bien perçu lorsqu'on explique les dangers du zamal. Une société sans drogues, cela n'existe pas. Mais ce n'est pas parce que le zamal est une plante qu'il n'est pas dangereux.

« D'autant plus à La Réunion, où le zamal est très puissant. Le taux de principe actif – le THC – est beaucoup plus puissant qu'en métropole ».

Lors de leurs interventions, assure Philippe Chatelain, peu de questions concernent la légalisation du cannabis : « Peut-être parce que cela n'intéresse personne. Ou bien parce que le produit est déjà très présent et banalisé. On se rend bien compte que, pour les marmailles, le produit est visible ; il est dans leur quartier ; les grands-frères, les tontons ou les parents consomment. Bref, le zamal est banalisé à leurs yeux. Certains leur expliquent que ça peut soigner la grippe et

le chikungunya ! Or le zamal n'est absolument pas un produit anodin, et encore moins un médicament » !

Et de développer un argumentaire bien rodé, puisé aux sources de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et les toxicomanies (Mildt) : « S'agissant du cannabis, les effets pharmacologiques sont d'une intensité modeste, alors que les effets secondaires sont souvent adverses », indique l'Académie nationale de médecine. Autrement dit, si l'on pouvait trouver quelques effets thérapeutiques au zamal, les effets secondaires seraient beaucoup plus importants et néfastes que les bénéfices espérés. Il y a longtemps, on considérait le tabac comme un médicament. Aujourd'hui, le regard porté sur le tabac a changé : plus personne n'ignore les dangers de la consommation du ta-

bac. Pour le cannabis, c'est pareil, même s'il faudra peut-être attendre encore pour que tout le monde en prenne conscience ».

En défaveur de la légalisation, il développe aussi ces arguments : « Tout d'abord, il y a le poids de l'interdit : toute personne se construit par rapport à un cadre, que ce soit dans la famille, à l'école ou dans la société. Et puis la légalisation ne changerait rien aux trafics : par exemple, la vente du tabac est légale, et pourtant il y a bien des trafics ! D'ailleurs, aux Pays-Bas, ils font marche-arrière. Parce que cela génère des trafics trans-frontaliers et que leur dépénalisation n'est pas forcément un modèle. Ils sont en train de remettre un cadre plus strict, et de diminuer le nombre de boutiques ».

Si la législation devait un jour évoluer, la réponse de la Brigade de prévention de la délinquance juvénile évoluerait de concert, souligne Philippe Chatelain : « La nouvelle présidente de la Mildt nous fera bientôt connaître sa feuille de route, sous l'autorité du Premier ministre ».

En attendant, la Brigade poursuit son action de prévention et de sensibilisation. Elle vient de mener une campagne d'affichage d'une ampleur inédite, en août, dans la presse et sur des panneaux quatre par trois : « Nous avons choisi de cibler un produit. En l'occurrence le zamal. Sur l'île, on trouve du tabac, de l'alcool, des cachets, et très peu de crack, LSD, amphétamines, ecstasy, héroïne ou cocaïne. Mais pour moi, il n'y a pas de drogues “dures” et de drogues “douces” : ce sont tous des produits dangereux ».

Kévin BULARD

## « La légalisation du cannabis serait un désastre »

Il est catégorique. Pour Thierry Flahaut, du syndicat Unité SGP Police FO, la légalisation du cannabis serait « un désastre ».

« Bien sûr, nous sommes des policiers républicains, alors si la dépénalisation ou la légalisation étaient votées, nous appliquerions la loi. Mais il y a un vrai paradoxe entre la moralisation de la société d'un côté, avec par exemple le retour de l'instruction civique, et de l'autre le souhait de mettre en libre circulation des drogues dites “douces”. Il y aurait des conséquences immédiates si, alors que nous combattons le fléau de l'alcool, avec son corollaire d'accidents de la route, de violences intra-familiales, etc, l'on y ajoutait le problème du zamal », s'insurge-t-il.

### Plus de troubles

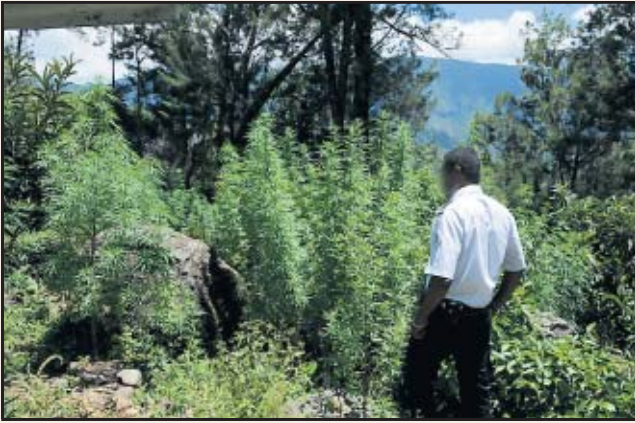
La France, selon Thierry Flahaut, « n'est pas prête à accepter ce genre de dépénalisation » du cannabis, et encore moins sa légalisation, qui serait « amo-



Thierry Flahaut, syndicaliste Unité SGP Police FO : « Si nous avions les moyens suffisants pour lutter contre les trafiquants, nous ne serions pas en train de débattre de la légalisation du cannabis » (Photos Ph. N. et DR).

rale et immorale ». « Aujourd'hui, nous avons déjà des difficultés à combattre ne serait-ce que les méfaits de l'alcool. Vu le taux de chômage à La Réunion chez les 18-25 ans, s'ils s'adonnent à la boisson et complètent ça avec la consommation de zamal, quelle jeunesse va-t-on avoir ? Cela démultiplierait les troubles sur la

voie publique. Or, actuellement, lorsqu'on amène à l'hôpital une personne qui a consommé des produits psychotropes, il n'y a pas toujours suffisamment d'effectifs de médecins pour lui faire passer sa visite médicale, et les policiers sont retenus sur place plusieurs heures. Si le cannabis était légalisé, vous comprenez bien que la situa-



tion ne pourrait qu'empirer ! » Pour lutter contre le trafic, la meilleure solution est encore de lutter contre les trafiquants, martèle Thierry Flahaut. Et donc, estime le syndicaliste, d'allouer plus de moyens aux forces de l'ordre : « Lutter contre les trafics, c'est notre métier, et il faut nous donner les moyens de le faire. Si c'était

le cas, nous ne serions pas en train de débattre de la légalisation du cannabis ! » La multiplication des procédures policières et l'engorgement des tribunaux pour simple usage ne plaident-ils pas en faveur de la dépénalisation ou de la légalisation, afin de rendre aux forces de l'ordre du temps et des moyens, comme le

souhaite par exemple le Syndicat de la Magistrature ? « Ah, mais à ce moment-là, arrêtons tout ! Arrêtons de lutter contre les hommes qui battent leur femme, et les vols et les agressions, on gagnera du temps et des moyens ! Non, franchement, ce n'est pas sérieux. Il ne faut pas prendre le problème à l'envers. Ce qu'il nous faut, ce sont des effectifs supplémentaires ».

### Une amende pour les usagers

« En revanche, on peut s'interroger sur la réponse à apporter au simple usage de cannabis sur la voie publique. Je ne parle pas des autres drogues, ni du trafic et de la production. Mais pour alléger les procédures, on pourrait, pourquoi pas, condamner les usagers de cannabis sur la voie publique à une amende. Et là, en les taxant au portefeuille, je pense que cela les ferait réfléchir ».

K.B.